

2 Politique

PDG/Célébration symbolique du 12 Mars/3e arrondissement de Libreville

Sous le signe de la cohésion et de la solidarité

E. L.

Libreville/Gabon

DANS le troisième arrondissement de Libreville, à l'instar des autres localités du Gabon, le Parti démocratique gabonais (PDG), a célébré samedi dernier, de façon "symbolique" le 12 Mars qui, cette année, correspond à son cinquantième (50e) anniversaire. Les militants et sympathisants des trois fédérations du 1er siège du troisième arrondissement se sont retrouvés à l'Ecole pilote urbaine du Centre. En présence de nombreux responsables locaux et nationaux du parti dont le secrétaire général adjoint Eloi Nzondo, le secrétaire communal Jean-Jacques Kangué, le secrétaire national en charge de l'animation politique dans la province de l'Estuaire, Augustin Ndong Mba ; ainsi que le membre du Comité permanent du Bureau politique Rose Christiane Ossouka Raponda. Plusieurs allocutions ont été prononcées pour la circonstance. Au nombre des orateurs, les représentants des femmes et des jeunes, ainsi que les responsables provinciaux. Ces derniers ont magnifié la joie de se retrouver ensemble pour commémorer cet événement particulier pour le Parti



Le membre du Comité permanent du Bureau politique, Rose Christiane Ossouka s'adressant aux militants.

démocratique gabonais qui vient d'atteindre l'âge majeur de 50 ans. Même si le Secrétariat exécutif a reporté la célébration grandiose, après les prochaines élections législatives, les pédégistes du 3e arrondissement ont jugé nécessaire de mesurer le chemin parcouru par leur formation politique. D'où leur constat selon lequel, en 50 ans d'existence, le PDG a vécu des situations heureuses et malheureuses sans toutefois rompre. "Même quand ses détracteurs pensent que les carottes sont cuites". Pour cela, Rose Christiane Ossouka Raponda a d'ailleurs invité les militants et sympathisants à plus de cohésion. Cette cohésion, a-t-elle dit, est nécessaire à double titres. D'abord, parce que, le



Des militants suivant les responsables du parti.

premier siège du troisième arrondissement est par excellence "la circonscription où réside et vote le distingué camarade président, Ali Bongo Ondimba". Puis, parce que "la ferveur militante observée dans cette partie centre de la

capitale gabonaise doit prévaloir à tout moment et ce jusqu'aux Législatives à venir". Scrutin à l'issue duquel, le premier siège devra, selon elle, donner un député au PDG, en vue d'obtenir une majorité à l'Assemblée nationale.

Ces propos ont été appuyés par ceux du secrétaire national, Augustin Ndong Mba qui a rappelé aux uns et aux autres combien la cohésion et la solidarité sont importantes au sein des différentes struc-

tures de base. "Il n'est plus question pour les membres du bureau politique et les autres cadres de se livrer à des guerres de leadership qui n'ont eu que le triste mérite d'affaiblir le parti sur le terrain", a-t-il déclaré. Et d'ajouter : "le Parti démocratique gabonais aura besoin de sérénité, le week-end prochain, à l'occasion du renouvellement des bureaux des fédérations et des sections". Cela, avant le choix, quelques semaines plus tard, des candidats pour les Législatives à venir.

A noter par ailleurs, que cette commémoration "symbolique" dans cette circonscription a également été marquée par la remise des dons, des médailles et l'organisation d'une mini-foire d'exposition.

La Semaine

Alerte sur le front social

LA semaine qui s'est achevée hier aura enregistré les sorties de plusieurs syndicats ou autres centrales syndicales. C'est le cas, entre autres, du Syndicat des médecins fonctionnaires gabonais (Symefoga), du Syndicat national des professionnels de la communication (Syprocom), du Syndicat national des enseignants et chercheurs (Snec) du moins son antenne de l'USTM ; c'est également le cas de Dynamique unitaire (DU) qui rassemble plusieurs mouvements syndicaux des différentes administrations. Aucune de leurs sorties respectives n'a été de nature à garantir la tranquillité sur le front social dans les jours et les mois à venir. C'est pourquoi cette ébullition sur le front social va constituer le principal point de la chronique. Toutefois, il convient aussi de souligner que la semaine écoulée a également enregistré d'autres événements dont on pouvait également parlé ici de manière approfondie. On citera par exemple les obsèques de Jules Aristide Bourdès Ogouliguendé, l'ancien président de l'Assemblée nationale, décédé le 26 mars dernier à Libreville. Toujours dans le registre des événements qui auraient pu mériter une analyse approfondie ici, on ajoutera la célébration "symbolique" du 12 Mars, date anniver-

saire du Parti démocratique gabonais (PDG). Cela aurait été sans doute l'occasion de souligner que l'anniversaire de cette année 2018 correspond à ses 50 ans d'existence. Nombreux se demandent pourquoi cette modestie pour un tel âge (un demi-siècle quand même), alors que, quelques années plus tôt, le plus ancien parti politique du Gabon célébrait de manière grandiose ses anniversaires. Certains disent que "la crise est passée par là". Surtout, ajoutent d'autres, "quand on sait que le PDG se nourrit d'une manière ou d'une autre à la mamelle de l'Etat". Le tout ici est sans doute de comprendre ce que veut dire "d'une manière ou d'une autre". D'aucuns nous reprocheraient, en outre, de ne pas taire l'interview accordée à "Parismatch", un journal français, par Jean Ping, l'actuel principal leader de l'opposition. Par rapport à la volonté de certains partis politiques membres de la Coalition pour la nouvelle République (CNR) de participer aux prochaines Législatives, il présente son groupement politique comme une Coalition "qui offre un espace de liberté où chacun peut s'exprimer tout en étant responsable de ses actes". Comme pour dire que celui qui veut aller aux élections y va, mais assume. Tout comme

celui qui veut les boycotter. Même si par ailleurs, il affirme être convaincu que ces élections ne seront pas organisées sous le régime en place. Chacun appréciera.

Du front social maintenant

Il est vrai que depuis plusieurs mois, le front social au Gabon n'a plus connu une accalmie véritable. Des mouvements de grève sont toujours signalés çà et là. Quand ce n'est pas à Libreville, c'est dans une autre localité du pays. Souvent à Port-Gentil, chef-lieu de la province de l'Ogooué-Maritime, et capitale économique, aujourd'hui fortement frappée par la crise économique qui secoue actuellement notre pays. Mais ce qui a davantage retenu notre attention, c'est non seulement le fait que des structures syndicales donnent de la voix chacune de son côté, mais surtout parce qu'il s'agit des secteurs sensibles tels que la santé, l'enseignement supérieur, la communication. A cela s'ajoute une centrale syndicale qui regroupe presque tous les pans de l'administration publique. Il s'agit de Dynamique unitaire (DU) qui, on se souvient, avait décidé de rentrer en grève il y a quelques semaines, pour combattre la réforme administrative initiée par

le gouvernement à la faveur d'une Ordonnance défendue par le ministre de la Fonction publique, Jean-Marie Ogandaga... Au cours de son assemblée générale tenue en milieu de semaine dans son nouveau bastion d'Awendjé, les membres de DU qui assimilent ladite réforme à une volonté du gouvernement de "privatiser et de militariser la fonction publique", il faut "intensifier la grève et contaminer tous les secteurs". Cela d'autant plus que la veille, Jean-Rémy Yama, le président de DU, avait publié une tribune libre chez un confrère de la place pour démontrer que selon lui, la réforme gouvernementale n'est pas opportune, mais vise d'autres objectifs que ceux présentés par le ministre Ogandaga. De son côté, le Syndicat national des professionnels de la communication (Syprocom), réuni en assemblée générale mercredi, donnait huit jours à sa tutelle pour trouver des solutions à la situation provoquée par le retard dans le processus de réforme de l'audiovisuel public. Selon ses membres, le manque de certains textes d'application crée un vide juridique qui laisse la grande majorité des agents en service à la Maison Georges Rawiri dans une situation "de précarité et d'incertitude professionnelle dues au manque de plan de carrière...".

De son côté, le Snec à l'USTM proteste contre la nomination du nouveau secrétaire général de l'Université des sciences et techniques de Masuku (USTM). Ce syndicat estime que le promu ne répond pas aux critères requis. Tout le monde s'accorde pour dire que la vraie inquiétude est venue du Syndicat des médecins fonctionnaires gabonais (Symefoga). Cette structure avait menacé d'entrer en grève si la tutelle ne satisfaisait pas ses revendications. Et celles-ci sont nombreuses. Elles concernent aussi bien les conditions de vie que de travail des personnels de santé affectés dans les hôpitaux publics. A les écouter, beaucoup de choses indignes d'un pays comme le Gabon se passent actuellement dans les structures sanitaires de notre pays. Heureusement que le syndicat a décidé, suite à une rencontre avec la tutelle, de lui accorder un sursis d'un mois. La santé étant au centre de toute vie, tous les regards sont tournés, depuis mercredi, vers la ministre d'Etat Denise Mekame'ne. Parce que le président du Symefoga, Dr Adrien Mougougou, a dit des choses qui font à la fois peur et honte. C'est le moins que l'on puisse dire ici.